



Liberté - Égalité - Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE L'YONNE

PREFECTURE

DIRECTION DES COLLECTIVITES  
ET DES POLITIQUES PUBLIQUES

SERVICE ENVIRONNEMENT

**ARRETE n° PREF-DCPP-SE-2016-0716**

**du 15 décembre 2016**

**imposant à la société ONEX de respecter des prescriptions complémentaires  
pour la poursuite de l'exploitation de son atelier de chaudronnerie industrielle  
sur le territoire de la commune de MIGENNES,**

Le Préfet de l'Yonne,  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le Code de l'Environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux installations de traitement de surface soumises à autorisation au titre de la rubrique 2565 de la nomenclature des installations classées ;

VU l'arrêté préfectoral n°D1-82-446 du 14 juin 1982 et l'arrêté préfectoral n°DCLAE-B1.89.60 du 9 mai 1989 portant autorisation d'exploiter un atelier de chaudronnerie industrielle sur le territoire de la commune de MIGENNES ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n° PREF-DCDD-2009-348 du 6 août 2009, portant prescriptions complémentaires à l'arrêté préfectoral n°D1-82-446 du 14 juin 1982 et à l'arrêté préfectoral n°DCLAE-B1.89.60 ;

VU le courrier de l'inspection des installations classées en date du 19 août 2016, faisant suite à la visite d'inspection du 11 août 2016 et demandant à la société ONEX de lui fournir des documents complémentaires ;

VU le rapport de constatations en date du 1<sup>er</sup> septembre 2016 établi par l'inspection des installations classées suite aux visites d'inspection des 11 et 24 août 2016 et transmis le même jour à la société ONEX ;

VU le courrier de la société ONEX du 8 septembre 2016 adressé en réponse au courrier de l'inspection des installations classées du 19 août 2016 susvisé ;

VU le courrier de la société ONEX en date du 20 septembre 2016 adressé en réponse au courrier de l'inspection des installations classées en date du 1<sup>er</sup> septembre 2016 susvisé ;

VU le rapport et les propositions en date du 13 octobre 2016 de l'inspection des installations classées ;

VU l'avis en date du 3 novembre 2016 du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques au cours duquel le demandeur a été entendu ;

VU le projet d'arrêté porté le 15 novembre 2016 à la connaissance du demandeur ;

VU l'absence d'observations de la société ONEX dans le délai imparti ;

CONSIDERANT qu'au cours des visites d'inspection des 11 et 24 août 2016, les observations et constats suivants ont été réalisés :

- présence d'équipements non utilisés sur le site, et notamment la cuve d'acide nitrique et la chaudière gaz ;
- aménagement d'un point de rejet pour les eaux de rinçage des opérations de développement des films radios, non identifié sur le plan des réseaux du site ;
- absence de schéma fonctionnel des installations ;
- absence de caractérisation des eaux de rinçage des opérations de développement des films radios ;
- non respect des valeurs limites applicables aux rejets aqueux, lors des contrôles inopiné de 2013 à 2016 ;
- stockage temporaire de déchets excédant une durée d'un an avant élimination ou une durée de 3 ans avant revalorisation, durées au delà desquelles le site devient une installation de stockage de déchets au titre de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- détérioration des clôtures existantes ;
- absence de clôtures au niveau des accès rue Raymond Poincaré

CONSIDERANT qu'afin de répondre aux observations et constats listés ci-avant, la société ONEX s'est engagée dans les courriers des 8 et 20 septembre 2016 susvisés à :

- procéder au démantèlement des installations et équipements non-utiles aux activités du site ;
- procéder à la caractérisation des effluents du site ;
- mettre en place un système de récupération des effluents issus des opérations de développement des films radios ;
- éliminer les effluents issus des opérations de développement des films radios via une filière adaptée ;
- étudier les solutions alternatives pour le traitement des rejets aqueux issus des opérations de traitement de surface ;
- mettre en place un nouveau registre de suivi des incidents de fonctionnement de la station de traitement des effluents, portant l'ensemble des mentions exigées à l'article 3.3. de l'arrêté préfectoral du 9 mai 1989 susvisé ;
- procéder à une vérification des cuves de traitement de surface à chaque régénération des bains ;
- procéder à une vérification périodique des installations de traitement des rejets aqueux au moins une fois par trimestre mais également à chaque remise en service et à chaque régénération des bains de traitement de surface.

CONSIDERANT que la procédure de fonctionnement de la station de traitement des effluents et la notice d'entretien n'ont pas été mises à jour au regard des modalités actuelles de fonctionnement du site et qu'il convient donc de les mettre à jour ;

CONSIDERANT que les modalités de collecte, de tri, de stockage temporaire, de conditionnement, de transport, d'élimination ou de valorisation des déchets produits par l'établissement ne sont pas clairement définies au sein d'une procédure et que les équipements de collecte des déchets ne sont pas identifiés ni la nature des déchets qui y sont collectés ;

CONSIDERANT qu'il est donc nécessaire de mettre en place une telle procédure et d'identifier les équipements de collecte de déchets ainsi que la nature des déchets qui y sont collectés ;

CONSIDERANT que les constats réalisés lors des visites d'inspection soulèvent des incertitudes sur l'état d'étanchéité des installations ;

CONSIDERANT de ce fait, qu'il est nécessaire de s'assurer du bon état des sols et des eaux souterraines au droit du site, via la réalisation d'un diagnostic de pollution des sols et des eaux souterraines.

SUR proposition de la Secrétaire générale de la préfecture de l'Yonne ;

## **A R R E T E :**

### **Article 1er – Objet**

La société ONEX, dont le siège social est situé 14 rue Denis Papin 37300 JOUE LES TOURS, est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté pour la poursuite de l'exploitation de son site situé 11 allée de l'industrie à MIGENNES.

### **Article 2 – Démantèlement des installations**

Dans un délai de 6 mois suivant la notification du présent arrêté, l'exploitant fournit à l'inspection des installations classées les éléments justifiant du démantèlement des équipements qui ne sont plus utilisés sur le site, et en particulier de la cuve d'acide nitrique et de la chaudière.

En cas d'impossibilité technique, il procède a minima aux opérations suivantes :

- vidange et nettoyage des cuves ;
- dégazage des canalisations gaz ;
- déconnexion des pompes et tuyaux d'alimentation des cuves.
- déconnexion de la chaudière gaz du réseau d'alimentation.

Le cas échéant, l'exploitant fournit à l'inspection des installations classées dans un délai de 6 mois suivant la notification du présent arrêté, les éléments attestant de la bonne réalisation de ces opérations.

### **Article 3 – Rejets aqueux du site**

#### **Article 3.1 – Origine et caractérisation des effluents**

Dans un délai de 2 mois suivant la notification du présent arrêté, l'exploitant détermine l'origine de tous les effluents aqueux du site et procède à une caractérisation physico-chimique de tous ces effluents, le cas échéant avant et après traitement.

#### **Article 3.2 – Devenir des effluents**

Dans un délai de 3 mois suivant la notification du présent arrêté, l'exploitant met en place un système de récupération des effluents issus des opérations de développement des radios. Ces effluents feront alors l'objet d'une élimination dans les conditions énoncés à l'article 6 de l'arrêté du 9 mai 1989 susvisé et à l'article 8 de l'arrêté préfectoral du 6 août 2009 susvisé.

Dans un délai de 6 mois suivant la notification du présent arrêté, l'exploitant réalise une étude des solutions alternatives pour le traitement des effluents issus des installations de traitement de surface. Cette étude doit a minima :

- présenter de manière détaillée les solutions alternatives possibles ;
- prendre en compte les meilleures techniques disponibles correspondant aux activités du site, dans la mesure où l'établissement relève de la directive IED, et se positionner vis-à-vis des meilleures techniques disponibles qui lui sont applicables ;
- étudier la faisabilité technique des solutions envisagées ;
- étudier la faisabilité économique des solutions envisagées via une comparaison économique prenant en compte la totalité des coûts nécessaires à leur mise en œuvre ;
- argumenter et justifier les solutions retenues ou écartées au regard des contraintes de fonctionnement du site et des faisabilités techniques et économiques.

#### Article 3.3 – Plan des réseaux et schéma fonctionnel des installations

Dans un délai de 3 mois suivant la notification du présent arrêté, l'exploitant fournit à l'inspection des installations classées un plan des réseaux du site ainsi qu'un schéma fonctionnel de l'installation de traitement des effluents et de l'installation de développement des films radios.

#### Article 3.4 – Modalités d'exploitation de la station de traitement des effluents

Dans un délai d'un mois suivant la notification du présent arrêté, l'exploitant fournit à l'inspection des installations classées les documents suivants :

- la procédure de fonctionnement de la station de traitement des effluents ainsi que la notice d'entretien de cette station, mises à jour au regard des conditions actuelles de fonctionnement du site ;
- une copie du registre spécial imposé à l'article 3.3.3 de l'arrêté préfectoral du 9 mai 1989 susvisé.

#### Article 4 – Vérification périodique des installations

L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique des installations de traitement de surface et de la station de traitement des effluents. Ces vérifications périodiques incluent a minima :

- un contrôle des installations de traitement de surface à chaque régénération des bains ;
- un contrôle de la station de traitement des effluents :
  - au moins une fois par trimestre,
  - avant chaque remise en marche,
  - lors des régénérations des bains.

Les dates, les modalités de ces contrôles, les observations constatées et les suites données à ces vérifications doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### Article 5 – Déchets

##### Article 5.1 – Stockages temporaires de déchets

Il est interdit de stocker des déchets à l'intérieur de l'établissement sur des périodes anormalement longues. La durée d'entreposage ne doit pas excéder :

- un an lorsque les déchets sont éliminés ;
- trois ans lorsque les déchets sont revalorisés.

#### Article 5.2 – Procédures et consignes de tri et de gestion des déchets

Dans un délai de 3 mois suivant la notification du présent arrêté, une procédure interne à l'établissement est mise en place afin de définir les modalités de collecte, de tri, de stockage temporaire, de conditionnement, de transport, d'élimination ou de valorisation de tous les déchets produits par l'établissement.

Dans le même délai, un affichage est mis en place au sein de l'établissement afin d'identifier les équipements de collecte des déchets ainsi que la nature des déchets qui y sont collectés.

#### Article 6 – Accessibilité au site

L'usine est clôturée sur toute sa périphérie. La clôture doit être suffisamment résistante afin d'empêcher les éléments indésirables d'accéder aux installations.

Les accès à l'établissement sont constamment fermés ou surveillés. Aucune personne étrangère à l'établissement ne doit avoir libre accès aux installations. Seules les personnes autorisées par l'exploitant, et selon une procédure qu'il a définie sont admises dans l'enceinte de l'établissement.

Dans un délai de 6 mois suivant la notification du présent arrêté, l'exploitant restaure la clôture du site et met en place une clôture au niveau des accès rue Raymond Poincaré. Par la suite, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour maintenir en permanence le bon état des clôtures du site.

#### Article 7 – Diagnostic de pollution des sols et des eaux souterraines

##### Article 7.1 – Périmètre d'étude

Les prescriptions de l'article 7 s'appliquent à l'ensemble du site ainsi qu'aux terrains extérieurs à cette emprise qui seraient affectés par la pollution des sols et de la nappe en provenance de celui-ci.

##### Article 7.2 – Étude historique et documentaire

Une étude historique et documentaire doit être réalisée. Elle comporte à minima :

- l'analyse historique du site, dont l'objectif est le recensement sur un lieu donné dans un temps défini des différentes activités qui se sont succédées sur le site, leur localisation, les procédés mis en œuvre, les pratiques de gestion environnementales associées, les matières premières, produits finis et déchets mis en jeu, le recensement des accidents survenus éventuellement au cours de la vie de l'installation, la localisation des éventuels dépôts de déchets, etc.. Le recours aux acteurs de la vie de l'entreprise (employés, retraités, etc..) est à envisager pour connaître les « pratiques non-écrites » en vigueur éventuellement dans l'entreprise ;
- une étude de la vulnérabilité de l'environnement à la pollution, qui permettra de préciser les informations propres au site étudié (hydrologie, hydrogéologie, habitat proche ou sur le site, usage de l'eau pour l'alimentation en eau potable ou l'irrigation, le constat éventuel de pollution au travers de ces informations, etc..) dont les paramètres conditionneront les modes de transfert des polluants vers les cibles

potentielles (habitat, sources d'alimentation en eau potable, ressource future en eau, etc.) ;

- une visite de terrain et de ses environs immédiats pour vérifier les informations recueillies au cours des étapes précédentes : état actuel du site, vérification des informations concernant l'environnement du site, constat éventuel sur place de la pollution, reconnaissance et identification des risques et impact, potentiels ou existants, éventuellement acquisition de données complémentaires ;

#### Article 7.3 – Diagnostics et investigations de terrain

Le programme des investigations de terrain est défini en fonction des résultats de l'étude historique et documentaire définie à l'article 7.2.

Pour les sols, l'exploitant doit procéder à des sondages et des prélèvements dans le périmètre défini à l'article 7.1, permettant une caractérisation des paramètres polluants caractéristiques de l'activité, des produits utilisés et des déchets produits dans le but de la recherche et de l'identification des sources de pollution potentielles.

Pour les eaux souterraines, sauf si l'absence en est dûment justifiée par un avis rendu par un hydrogéologue expert reconnu, l'exploitant doit mettre en place un réseau de contrôle des nappes d'eaux souterraines comprenant des piézomètres en nombre suffisant pour une bonne caractérisation de l'état des nappes et dont les emplacements seront choisis à partir de l'étude hydrogéologique de l'article 7.2.

Les piézomètres doivent être réalisés dans les règles de l'art. Un rapport de forage doit être adressé à l'inspection des installations classées.

Les analyses des eaux souterraines et des sols portent sur les paramètres définis en fonction des activités exercées, des produits utilisés et des déchets générés.

#### Article 7.4 – Schéma conceptuel

L'exploitant est tenu de construire un schéma conceptuel permettant d'identifier, de localiser et de caractériser les sources à l'origine des pollutions et, les voies de transfert possibles puis de caractériser les impacts de la source sur l'environnement, sur la base des éléments de diagnostic du site et des milieux, au travers de l'étude historique et documentaire, des données sur la vulnérabilité des milieux et des prélèvements sur le terrain susvisés.

#### Article 7.5 – Mesures de gestion

Le cas échéant, à partir du schéma conceptuel visé à l'article 7.4, l'exploitant doit proposer les mesures de gestion qu'il mettra en œuvre pour :

- en premier lieu, supprimer les sources de pollution qui au vu des résultats des diagnostics présentent une pollution significative. La non suppression des sources de pollution pourra être justifiée sur la base d'une démarche "coûts -avantages" décrivant les possibilités techniques et économiques correspondantes et prenant en compte les enjeux économiques, sanitaires et environnementaux ;
- en second lieu, maîtriser les voies de transfert toujours à l'appui d'une démarche "coût-avantages" ;
- au delà de ces premières mesures, gérer le site dans l'objectif de le rendre compatible avec son usage futur ;
- contrôler et suivre l'efficacité des mesures de gestion.

Un second schéma conceptuel tenant compte de ces mesures de gestion est établi par l'exploitant.

#### Article 7.6 – Itérativité de la démarche

La réalisation de ces études repose sur un processus nécessairement itératif. L'exploitant est tenu, aux différents stades des études réalisées en application du présent arrêté, de compléter les études et investigations précédemment réalisées à partir du moment où ces compléments permettent d'améliorer la connaissance des phénomènes en jeu et/ou de l'état des milieux.

#### Article 7.7 -Délais

L'exploitant procède à la réalisation des études décrites aux articles 7.2 à 7.5 dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté.

#### Article 8 – Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal Administratif de DIJON.

1° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

#### Article 9 : Notification et publicité

Le présent arrêté sera notifié à l'exploitant.

Un extrait du présent arrêté, comportant notamment toutes les prescriptions auxquelles est soumise l'exploitation de l'établissement, sera affiché de façon visible en permanence dans l'établissement par les soins de l'exploitant.

Un copie du présent arrêté sera déposée en mairie de la commune sur le territoire de laquelle est installé l'établissement, et tenue à la disposition du public. Un extrait de cet arrêté, comportant notamment toutes les prescriptions auxquelles est soumise l'exploitation de l'établissement, sera affiché pendant un mois à la porte de la mairie par les soins du maire.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais du pétitionnaire, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

#### Article 10 : Exécution

La Secrétaire générale de la préfecture, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. le directeur de la société ONEX et dont copie sera adressée aux :

- Maire de MIGENNES,

- Responsable de l'unité départementale Nièvre-Yonne de la DREAL de Bourgogne-Franche-Comté,
- Directeur Départemental des Territoires,
- Directeur Régional des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi de Bourgogne-Franche-Comté,
- Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de l'Yonne,
- Cheffe du Service Interministériel de Défense et de Protection Civile de la Préfecture,
- Colonel, commandant le groupement de Gendarmerie de l'Yonne.

Fait à Auxerre, le

15 DEC. 2016

Pour le Préfet et par délégation,  
La Sous-Préfète,  
Secrétaire générale

  
Françoise FUGIER